



June 11, 2013

DECLARATION N° 5 DU BLOC LIBERAL

Le Bloc Libéral (BL) prend acte des accords obtenus par le facilitateur international entre la mouvance présidentielle et une partie de l'opposition guinéenne sur les conditions d'organisation des élections législatives, libres, transparentes et crédibles. Le BL rappelle qu'il avait suspendu sa participation dès le début du dialogue en raison, non seulement de la détention continue des militants de l'opposition arrêtés suites aux différentes marches que celle-ci a organisées, mais aussi de la manipulation expresse de la tenue de ce dialogue entre les représentants de la mouvance et ceux de l'opposition par voie de discrimination autour de la table de négociation. En fait, le modérateur du dialogue, Monsieur le Ministre d'Etat chargé des Affaires Etrangères et des Guinéens de l'Etranger, était très sélectif dans l'attribution du droit de parole aux intervenants. Pendant les séances auxquelles le BL fut représenté, certains leaders n'ont pas eu droit à la parole contrairement à d'autres. Estimant alors que ce dialogue entre les représentants de la mouvance et ceux de l'opposition ne devrait pas être un exercice de manipulation politicienne au détriment de l'opposition, et sentant les prémices de ce qui se dessinait, nous en avons tiré la conséquence en nous retirant pour ne pas cautionner ce qui sortirait de ces négociations. En le faisant, le BL entendait rester fidèle à ses principes et à ses valeurs qui placent au dessus de tout le respect de la Constitution, de la démocratie et de la dignité humaine.

Le Bloc Libéral déplore le fait que les accords obtenus ne soient qu'un aménagement de la susceptibilité des uns et des autres pour permettre au Président de la République de poursuivre son œuvre d'implantation d'un système dictatorial, qui s'annonce plus dévastateur que les systèmes dictatoriaux déjà connus par le peuple de Guinée.

Pour le BL, la question centrale qui se pose à la classe politique est et demeure la crise de confiance entre les acteurs. Celle-ci est le résultat d'un ensemble d'actions posées par le pouvoir, sur fond de mensonges, de manipulations politiciennes et en violation de la Constitution et des lois de la République. Entre autres actions, citons l'imposition du couple Waymark/Sabari Technologie comme opérateur du processus de révision et de gestion du fichier électoral. Non seulement le choix est et demeure mauvais (cf. les rapports d'experts du PNUD et de l'OIF), mais aussi et surtout illégal. Car, **« On ne résout pas un problème avec les modes de pensée qui l'ont engendré. » Albert Einstein.** En cela, le peuple de Guinée est trahi dans sa lutte pour la construction d'une démocratie et d'un Etat de droit. Par ricochet, tous ceux et toutes celles qui ont perdu la vie, qui ont été blessé(e)s, qui ont vu leur dignité bafouée ou qui ont perdu des centaines de millions de Franc guinéens par la destruction de leurs boutiques et magasins par les hommes en uniformes et les loubards ont également été abandonné(es).

Le Bloc Libéral rappelle que le dispositif de contrôle qui est entrain d'être mis en place par les partenaires bilatéraux et multilatéraux est certes nécessaire et important, mais il ne recrée pas la confiance entre les acteurs politiques. Par principe, **c'est la confiance qui n'exclut pas le contrôle et non le manque de confiance qui nécessite le contrôle.**

Le Bloc Libéral tient à rappeler que le droit de vote est constitutionnel en République de Guinée ; d'où son caractère irrévocable par une autorité quelconque. Universellement, le droit de vote est un acquis démocratique obtenu après de longues luttes. En souvenir de la lutte des peuples à travers le monde pour le respect de leurs droits civiques, le BL est résolu à faire prévaloir ces mêmes droits en Guinée.

En raison de ce qui précède, le Bloc Libéral rejette ces accords qui ne résolvent que la dimension superficielle du problème guinéen. Ils sont contraires aux nobles aspirations du peuple de Guinée de construire une démocratie et un Etat de droit.

Le BL invite tous ses militants et sympathisants ainsi que tous les Guinéens et toutes les Guinéennes épris de liberté, de justice et d'égalité à rester mobilisés pour la poursuite du combat pour la démocratie et l'Etat de droit, ainsi que pour la rupture totale avec les pratiques qui sont à l'origine du retard de notre pays, après plus de 50 années d'indépendance.

Fait à Conakry le 11 juin 2013

Le Bloc Libéral